

Québec, le 1^{er} septembre 2021

Monsieur Pierre Massicotte
Directeur général
Municipalité de Batiscan
795, rue Principale
Batiscan (Québec) G0X 1A0

Monsieur le Directeur général,

Nous avons reçu et examiné une divulgation d'actes répréhensibles concernant l'adoption de résolutions permettant des dérogations mineures en zones inondables afin de favoriser le développement d'une propriété dans le secteur de la rue Lafontaine dans la Municipalité de Batiscan.

Au terme de nos vérifications, et conformément à l'article 15 de la *Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics*¹, nous vous informons que le Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes (CIME) n'entreprendra pas d'enquête sur les faits susmentionnés. Toutefois, certaines observations effectuées dans le cadre de nos travaux méritent d'être portées à votre attention.

Ainsi, le chemin d'accès au lot 6 303 081, par la Promenade du Saint-Laurent, a été construit en 2018 dans la zone inondable 0-20 ans. Or, la Municipalité ne pouvait accorder aucune dérogation mineure pour permettre un chemin d'accès dans une zone où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières pour des raisons de sécurité publique. Il importe peu qu'il y ait eu ou non d'autres accès à ce lot au moment de la construction. La Municipalité avait l'obligation de respecter son *Règlement de zonage* numéro 099-2008.

Si la Municipalité voulait accorder une dérogation à son *Règlement de zonage* numéro 099-2008, elle devait, conformément à l'article 21.9, *Procédure relative à une demande de dérogation*, adresser une demande à la municipalité régionale de comté des Chenaux (MRC) pour que celle-ci évalue la dérogation envisagée et procède, le cas échéant, à une modification de son schéma d'aménagement.

...2

¹ Les articles de loi pertinents sont reproduits à la fin de la présente correspondance.

Dans ces circonstances, nous recommandons à la Municipalité de faire cette démarche auprès de la MRC des Chenaux pour régulariser la situation. Aussi, le CIME lui a adressé une copie du présent avis afin qu'elle soit informée de la situation et qu'elle puisse déterminer des suites à y donner, le cas échéant.

Le CIME, conformément à l'article 14 de la *Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*, émet également la directive suivante :

- qu'à titre de directeur général de la Municipalité, vous déposiez le présent avis et que vous en fassiez la lecture aux membres du conseil à la prochaine séance ordinaire que celui-ci tiendra;
- que la Municipalité nous fasse rapport de la lecture de la présente à la prochaine séance du conseil d'ici le 1^{er} novembre 2021.

Prenez note que le présent avis sera diffusé sur le site Web du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation à l'adresse suivante : <https://www.mamh.gouv.qc.ca/divulgation/avis-et-rapports-denquete>.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le commissaire,

Original signé Jean-Sébastien Girard pour

Richard Villeneuve, CPA, CA

N/Réf. : 2020-0019

c. c. M. Patrick Baril, directeur général de la MRC des Chenaux

Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (RLRQ, c. D-11.1) :

4. Au sens de la présente loi, est considéré comme répréhensible tout acte qui constitue, selon le cas :

1° une contravention à une loi du Québec, à une loi fédérale applicable au Québec ou à un règlement pris en application d'une telle loi;

2° un manquement grave aux normes d'éthique et de déontologie;

3° un usage abusif des fonds ou des biens d'un organisme public, y compris de ceux qu'il gère ou détient pour autrui;

4° un cas grave de mauvaise gestion au sein d'un organisme public, y compris un abus d'autorité;

5° le fait, par un acte ou une omission, de porter gravement atteinte ou de risquer de porter gravement atteinte à la santé ou à la sécurité d'une personne ou à l'environnement;

6° le fait d'ordonner ou de conseiller à une personne de commettre un acte répréhensible visé aux paragraphes 1° à 5°.

15. Au terme de la vérification ou de l'enquête, le Protecteur du citoyen fait rapport de ses conclusions à la personne ayant la plus haute autorité administrative au sein de l'organisme public concerné ou, si les circonstances le justifient, au ministre responsable de cet organisme. Il fait les recommandations qu'il juge utiles et peut requérir d'être informé, dans le délai indiqué, des mesures correctrices prises pour donner suite à ses recommandations. [...]

Dans le cas d'un organisme public visé au paragraphe 9.1° de l'article 2, le Protecteur du citoyen peut, en outre de la communication prévue au premier alinéa et si les circonstances le justifient, faire rapport de ses conclusions et transmettre ses recommandations au conseil de l'organisme, de même qu'à toute municipalité locale ayant un lien avec cet organisme lorsque celui-ci n'est pas une municipalité locale.

Lorsque le Protecteur du citoyen l'estime à propos, il peut informer la personne ayant effectué la divulgation des suites qui y ont été données.

17.1. Les divulgations concernant les organismes publics visés au paragraphe 9.1° de l'article 2 sont traitées par le ministre responsable des affaires municipales dans le respect des règles prévues aux articles 10 à 15, compte tenu des adaptations nécessaires.

Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (RLRQ, c. M-22.1) :

13. Les avis ou les recommandations mentionnés à l'article 12 sont transmis, par lettre envoyée par poste recommandée, au premier dirigeant et au secrétaire de l'organisme municipal. Le premier dirigeant et le secrétaire sont tenus d'en saisir le conseil à la première séance ordinaire que tient celui-ci après leur réception. Lorsque la lettre est transmise à un organisme municipal autre qu'une municipalité locale, le ministre en transmet une copie à toute municipalité locale ayant un lien avec cet organisme. [...]

14. Le ministre peut, à la suite d'une vérification ou d'une enquête faite, selon le cas, en vertu des articles 15 ou 16, en vertu du paragraphe 1 de l'article 22 de la *Loi sur la Commission municipale* (chapitre C-35) ou en vertu de l'article 11 de la *Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics* (chapitre D-11.1) donner des directives au conseil de l'organisme municipal qui est concerné par la vérification ou l'enquête. Le conseil doit se conformer aux directives et prendre les mesures prescrites par le ministre. L'article 13 s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, aux directives données par le ministre.